

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:  
Hôtel de Ville  
BP 2205

06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
<b>75</b>	<b>45</b>	<b>30</b>

N° de la séance : 11

Objet de la délibération : Environnement  
Energie - Convention cadre 2018-2020  
avec la Chambre d'agriculture des Alpes-  
Maritimes

- ☒ Original  
▪ Expédition certifiée conforme à  
l'original  
Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2018.138

Date de la convocation :

**Le 22/06/2018**

**Certifié exécutoire compte tenu**

de l'affichage  
en date du **10 JUL. 2018**

de la réception s/Préfecture  
en date du **11 JUL. 2018**

Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services



Stéphane PINTRE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 28 juin 2018**

L'an deux mil dix-huit et le 28 juin à 16h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de juin, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Christophe ETORE, Guilaine DEBRAS, Damien BAGARIA, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Serge MAUREL, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Thérèse ROUAZE, Robert CREPIN, Marie-Claude MOITRY, Jacques GENTE, Angèle MURATORI, Colette ZALMA, Elisabeth JANIN, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Claudine MAURY, Cléa PUGNAIRE, Thérèse DARTOIS, Nadine GASTAUD, Patrick CHAGNEAU, Yves DAHAN, Marina LONVIS, Afrim KACA, Audouin RAMBAUD, Marc DAUNIS, Simone TORRES-FORET DODELIN, Jean-Pierre DERMIT, Eric DUPLAY, Martine BONNEAU, Michel BERTRAND, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth PILLARD, Laurent COLLIN, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Déborah MINEI, Khéra BADAOU

**PROCURATIONS :**

Lionnel LUCA à Thérèse DARTOIS, Gérald LOMBARDO à Joseph LE CHAPELAIN, Gilbert TAULANE à Gilbert HUGUES, Richard THIERY à Jean LEONETTI, Claude BERENGER à Jean-Pierre MASCARELLI, René TRASTOUR à Jean-Paul ARNAUD, Henri GANNARD à Michelle SALUCKI, Michèle MURATORE à Martine BONNEAU, Guy GIRAUD à Audouin RAMBAUD, Marie BENASSAYAG à Yves DAHAN, Albert CALAMUSO à Laurent COLLIN, Anne-Marie DUMONT à Thierry OCCELLI, Michel VIANO à Michel BERTRAND, Serge AMAR à Eric DUPLAY, Béatrice VIGNOLO à Christophe ETORE, Françoise THOMEL à Jacques GENTE, Valérie TIERAN-GNONI à Damien BAGARIA

**ABSENTS :**

Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Roger CRESP, Joseph VALETTE, Christine SYLVESTRE, André-Luc SEITHER, Patrick DULBECCO, Martine SAVALLI, Abderrazak SALOUH, Barbara LANCE, Anne CHEVALIER, Matthieu GILLI, Lionel TIVOLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

**Madame Khéra BADAOU**, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.



**Monsieur LOMBARDO,**

La CASA a, en 2012, affirmé son soutien à l'agriculture locale, en élaborant sa politique agricole communautaire en concertation avec les 24 communes membres et tous les partenaires agricoles du département.

Celle-ci s'inscrit autour de 3 axes :

Axe 1 : Préserver le foncier agricole du territoire

Axe 2 : Développer le potentiel économique des exploitations agricoles de la CASA

Axe 3 : Développer et promouvoir une agriculture durable

A ce titre, une stratégie foncière agricole ambitieuse se met en place avec la création des outils suivants :

- Une étude des zones à enjeux agricoles ayant pour but d'être un support dans l'élaboration des documents d'urbanisme et du SCOT en cours de révision,
- Une veille foncière active complétée d'une animation foncière avec les propriétaires ainsi qu'une Convention d'Intervention Foncière SAFER sur les 24 communes,
- Des fonds de concours CASA pour l'acquisition de foncier qui ont permis d'acheter environ de 110 ha agricoles soit près de 345 000 € d'aides aux communes.

Plus récemment, afin de consolider sa politique foncière agricole, la CASA a répondu à un appel à projet européen FEADER : stratégies locales de développement pour la préservation et la mise en valeur du foncier agricole et naturel (Mesure 16-7.1) avec les partenaires suivants : Chambre d'agriculture, SAFER, l'association Terre de Liens et 14 Communes de son territoire.

Cet appel à projet constitue donc une réelle opportunité pour les communes de bénéficier d'études et d'expertises pour réorienter les stratégies agricoles communales et passer à une phase plus opérationnelle avec une animation foncière renforcée et surtout une remise en état des friches permettant l'installation d'agriculteurs.

Les actions engagées dans le cadre de la mise en œuvre de sa stratégie agricole communautaire se veulent cohérentes avec la politique agricole du département spécifiquement pilotée par la Chambre d'agriculture des Alpes-Maritimes en cohérence avec la Stratégie départementale de développement durable de l'agriculture et de la forêt.

Dans le cadre de son Programme Agricole Départemental, la Chambre d'agriculture des Alpes-Maritimes mène des actions orientées sur :

- l'ancrage des activités agricoles dans l'aménagement du territoire ;
- l'appui au développement des exploitations agricoles et le maintien d'un maximum d'actifs agricoles ;
- l'appui au développement de la qualité des produits et des services ainsi que des réseaux de commercialisation.

C'est dans ce contexte que le partenariat entre la Chambre d'agriculture et la CASA, initié en 2015, doit se poursuivre pour les 3 prochaines années (2018-2020) au travers d'une convention cadre, avec pour objectif affirmé de soutenir une dynamique et une compétitivité agricole, dans une logique de développement durable et de qualité, sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis.

Ainsi, la convention cadre a pour objet :

- de définir les priorités et objectifs de travail en commun,
- de préciser les modalités de mise en œuvre du partenariat et le calendrier,
- d'identifier les moyens affectés,
- d'identifier les modalités d'évaluation.

Dans le cadre de ce partenariat, les axes de travail sont les suivants :

**AXE 1 :**

Ancrer le développement de l'agriculture sur chaque territoire communal de la CASA

**AXE 2 :**

Appui à l'innovation, la Recherche et le Développement pour une mise en synergie des ressources locales

L'engagement de la CASA dans ces axes sera modulable en fonction des priorités et des orientations qui seront validées dans les conventions d'application annuelles.

Chaque année, une convention d'animation en application de la convention cadre précisera de manière détaillée un programme d'actions relatif au soutien à l'agriculture. Cette convention d'animation sera soumise à l'approbation du Bureau communautaire.

Il est donc proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver la convention cadre de partenariat de 3 ans avec la Chambre d'Agriculture des Alpes-Maritimes, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Vice-Président délégué au développement rural et à l'agriculture à signer ladite convention cadre.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- d'approuver la convention cadre de partenariat de 3 ans avec la Chambre d'Agriculture des Alpes-Maritimes, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Vice-Président délégué au développement rural et à l'agriculture à signer ladite convention cadre.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 28 juin 2018  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

# CONVENTION CADRE DE PARTENARIAT ENTRE LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DES ALPES- MARITIMES ET LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SOPHIA ANTIPOLIS

ENTRE

La Chambre d'agriculture des Alpes-Maritimes,  
Dont le siège social est sis :  
MIN Fleurs 17 – Box 85  
06296 NICE cedex 3  
Représentée par Monsieur Michel DESSUS, Président

***Ci-après désigné par « la Chambre d'agriculture »,***

ET

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social est 449 route des Crêtes – Les Genêts – BP 43 – 06901 SOPHIA ANTIPOLIS représentée par Monsieur Gérald LOMBARDO agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-Président délégué au développement rural et à l'agriculture conformément à la délibération du Conseil Communautaire du 28 juin 2018;

***Ci-après désignée CASA***

## EXPOSE DES MOTIFS

Le territoire de la CASA, composé de 24 communes, s'étage entre mer et montagne sur une superficie de près de 49 000 ha, offrant des conditions variées au développement des activités agricoles : du littoral avec les serres horticolas, en passant par le moyen pays avec les restanques et oliveraies et le haut pays avec ses plateaux maintenus ouverts par le pastoralisme.

L'agriculture est en déprise depuis plusieurs dizaines d'années, concurrencée par des marchés étrangers économiquement plus rentables et par la spéculation immobilière bien plus lucrative. Pourtant, le bassin de population offre un marché important aux productions agricoles locales. La superficie agricole utile est restreinte : elle représente 11% du territoire contre 53 % en France métropolitaine (RGA 2010).

Toutefois ces dernières années un regain d'intérêt de la population et des collectivités pour la consommation de produits locaux en circuits courts, et de nouvelles mesures de protection du foncier agricole ont offert de nouvelles perspectives pour le territoire.

Outre sa fonction productive, l'agriculture contribue à la qualité des paysages et à l'environnement et participe à la prévention des risques naturels. C'est également un repère culturel et identitaire vecteur de qualité de vie.

C'est en 2012, pour affirmer son soutien à l'agriculture locale, que la CASA élabore sa politique agricole communautaire en concertation avec les 24 communes membres et tous les partenaires agricoles du département. Celle-ci s'inscrit autour de 3 axes :

Axe 1 : Préserver le foncier agricole du territoire

Axe 2 : Développer le potentiel économique des exploitations agricoles de la CASA

Axe 3 : Développer et promouvoir une agriculture durable

A ce titre, une stratégie foncière agricole ambitieuse se met en place avec la création des outils suivants :

- Une étude des zones à enjeux agricoles ayant pour but d'être un support dans l'élaboration des documents d'urbanisme et du SCOT en cours de révision,
- Une veille foncière active complétée d'une animation foncière avec les propriétaires ainsi qu'une Convention d'Intervention Foncière SAFER sur les 24 communes,
- Des fonds de concours CASA pour l'acquisition de foncier qui ont permis d'acheter plus de 110 ha agricoles soit près de 345 000 € d'aides aux communes.

Et plus récemment, afin de consolider sa politique agricole, maintenir et préserver l'agriculture du territoire, la CASA a répondu à un appel à projet européen FEADER : stratégies locales de développement pour la préservation et la mise en valeur du foncier agricole et naturel (Mesure 16-7.1) avec 14 communes de la CASA et les partenaires suivants : Chambre d'agriculture, SAFER, Terre de Liens.

Il a plusieurs objectifs :

- préserver le foncier agricole et naturel
- valoriser la gestion des espaces agricoles et naturels
- améliorer l'organisation et la structuration foncière de ces espaces

Cet appel à projet représente un budget global d'opération d'environ 1 025 000€ TTC avec un volet « remise en état de friches » de 960 000€ TTC.



Cet appel à projet constitue donc une réelle opportunité pour les communes de bénéficier d'études et d'expertises pour pérenniser la vocation agricole de secteurs pré-identifiés dans leurs documents d'urbanisme afin de réorienter les stratégies agricoles communales et de passer à une phase plus opérationnelle avec une animation foncière renforcée et une remise en état des friches permettant l'installation d'agriculteurs.

Les actions engagées dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie agricole se veulent cohérentes avec la politique agricole du département spécifiquement pilotée par la Chambre d'agriculture des Alpes-Maritimes en cohérence avec la Stratégie départementale de développement durable de l'agriculture et de la forêt.

Par conséquent, la CASA souhaite poursuivre son partenariat engagé depuis 2015 avec la Chambre d'agriculture afin de bénéficier de son expertise afin de travailler en complémentarité pour mener des projets de développement agricole.

La Chambre d'agriculture est un établissement public dirigé par une assemblée de membres élus au suffrage universel par l'ensemble des acteurs de l'agriculture pour une durée de 6 ans.

Elle est investie d'une double mission :

- Une mission de consultation et de représentation des intérêts généraux de l'agriculture auprès de l'Etat et des collectivités territoriales
- Une mission d'intervention auprès des agriculteurs et autres professionnels du monde agricole, concrétisée par des services d'expertise, de conseil, de formation, d'études et d'expérimentations et d'appuis individuels et collectifs

Dans le cadre de son Programme Agricole Départemental, la Chambre d'agriculture des Alpes-Maritimes mène des actions orientées sur :

- l'ancrage des activités agricoles dans l'aménagement du territoire ;
- l'appui au développement des exploitations agricoles et le maintien d'un maximum d'actifs agricoles ;
- l'appui au développement de la qualité des produits et des services ainsi que des réseaux de commercialisation

C'est dans ce contexte qu'un partenariat est envisagé avec pour objectif affirmé de permettre une dynamique et une compétitivité agricole, dans une logique d'approche globale de développement durable et de qualité, sur le territoire de la Communauté d'agglomération Sophia Antipolis.

**Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :**

### **Article 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Les partenaires conviennent de l'intérêt de conduire conjointement sur le territoire de la CASA, une politique visant à assurer le développement d'une agriculture durable :

- *économiquement viable et à forte valeur ajoutée,*
- *respectueuse de l'environnement et des paysages*
- *ancrée à un territoire en lien avec la population locale*

Les enjeux affirmés ci-dessus rejoignent les axes de la Stratégie agricole de la CASA.

La Communauté d'agglomération Sophia Antipolis et la Chambre d'agriculture mettent en commun leurs moyens et leurs compétences respectives pour définir et mettre en œuvre, sur le territoire, un programme d'actions relatif au soutien à l'agriculture.

Ainsi, la présente convention a pour objet :

- de définir les priorités et objectifs de travail en commun
- de préciser les modalités de mise en œuvre du partenariat et le calendrier
- d'identifier les moyens affectés
- d'identifier les modalités d'évaluation

## **Article 2 : AXES DU PARTENARIAT**

Dans le cadre de ce partenariat sur le territoire de la Communauté d'agglomération Sophia-Antipolis, les 2 parties s'accordent sur les priorités et objectifs de travail suivants :

### **AXE 1 : Ancrer le développement de l'agriculture sur chaque territoire communal de la CASA**

### **AXE 2 : Appui à l'innovation, la Recherche et le Développement pour une mise en synergie des ressources locales**

L'engagement de la CASA dans ces axes sera modulable en fonction des priorités et des orientations qui seront validées dans les conventions d'application annuelles.

Durant les 3 années d'exercice de cette convention cadre, l'appel à projet FEADER représentera un volet important.

Des indicateurs d'évaluation seront identifiés dans le plan d'actions annuel mentionné à l'article 3 de la présente convention.

Tout en restant conformes aux axes définis, ces objectifs peuvent évoluer dans les plans d'actions annuels successifs en fonction du programme de travail que se fixent les partenaires.

## **Article 3 : MODALITES DE LA COLLABORATION**

Un plan d'actions annuel défini conjointement sera soumis à l'approbation des Vice-Présidents et Présidents respectifs de la Communauté d'agglomération Sophia Antipolis et de la Chambre d'agriculture.

Au niveau de la CASA, la présente convention cadre sera approuvée en Conseil Communautaire et le plan d'actions annuel sera validé en commission Environnement puis en Bureau communautaire.

Ce plan sera élaboré en fonction des orientations stratégiques, indiquées dans les 2 axes mentionnés à l'article 2 de cette convention, afin de préciser les actions concrètes à mettre en œuvre dans ce cadre.

Il précisera également la répartition du budget annuel prévisionnel alloué à la réalisation des actions prévues.

La chambre d'agriculture s'engage à mobiliser les ressources humaines nécessaires à la mise en œuvre du plan d'actions et, par conséquent, à la réussite de ce partenariat.

Chaque année, une convention d'animation en application de la convention cadre précisera de manière détaillée un programme d'actions relatif au soutien à l'agriculture. Cette convention d'animation sera soumise à l'approbation du Bureau communautaire.

#### **Article 4 : SUIVI DE LA CONVENTION ET VALORISATION DU PARTENARIAT**

L'application de cette convention-cadre de partenariat fera l'objet de :

- une présentation annuelle de bilan co-animée par la Chambre d'agriculture et la CASA en Commission Environnement ou au COPIL de la stratégie agricole CASA
- une réunion de préparation du plan d'actions annuel entre les signataires
- des réunions trimestrielles de suivi entre les techniciens et les élus concernés de chaque structure
- une collaboration régulière à savoir au minimum un point mensuel informant de l'avancement des actions et des réunions prévues le mois suivant et des échanges téléphoniques réguliers entre la chargée de mission Agriculture de la CASA (Direction Aménagement et Environnement) et l'animateur territorial de la Chambre d'agriculture.

Il pourra être demandé à la chambre d'agriculture de présenter les actions à certaines réunions ou groupes de travail en lien avec la thématique organisés par la CASA.

Les comptes-rendus des réunions seront rédigés par la Chambre d'agriculture et transmis au fur et à mesure à la CASA.

La Chambre d'agriculture devra également mettre à disposition de la CASA, dans le respect de la confidentialité et en supprimant toutes les données à caractère personnel, les données agricoles nécessaires à la mise en œuvre des actions de la convention annuelle d'animation et de manière plus générale l'ensemble des données de l'observatoire agricole de son territoire (par commune et par filière), etc.

Dans la cadre du déploiement de l'Open DATA, la Chambre d'agriculture concède, à titre non exclusif, à la CASA le droit d'utiliser ou de faire utiliser ces données, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes.

Il est convenu que toute publicité ou exploitation des éléments et informations relatifs aux actions menées dans le cadre de ce partenariat, ainsi que toute publication devra citer nommément les partenaires et avoir fait l'objet de leur validation.

La chambre d'agriculture et la CASA s'engagent mutuellement :

- à faire référence à son partenaire dans les diverses opérations de communication et de promotion qu'elle réalise dans le cadre de ce partenariat.
- à apposer le logo de la Communauté d'agglomération Sophia Antipolis et de la Chambre d'agriculture, ou à faire mention de sa contribution sur tous les supports de communication qu'elle diffuse au long du partenariat sur les événements et projets considérés comme majeurs.

#### **Article 5 : DUREE, RECONDUCTION ET RENONCIATION**

Le souhait exprimé est d'inscrire ce partenariat dans la durée. Pour ce faire, la présente convention est conclue pour une durée de trois ans à partir de la date de sa signature et renouvelable par accord exprès entre les parties.

Cette convention-cadre peut être résiliée après mise en demeure préalable pour défaut d'exécution par l'une ou l'autre des parties ou si l'une des deux parties ne souhaite pas poursuivre. Cette mise en demeure fixe le délai de préavis de résiliation à un mois par lettre recommandée avec accusé de réception, pour manquement ou inexécution des obligations contractuelles.



## **Article 6 : MODIFICATIONS**

En cas de modifications de certaines actions ou de nouvelles interventions venant modifier les montants définis dans la présente convention, un avenant ou une nouvelle convention devra être signée après approbation par les deux parties.

## **Article 7 : RENDUS**

Dans le mois suivant la fin de la convention d'animation annuelle, la chambre d'agriculture devra fournir les livrables suivants :

- le rapport annuel d'activités détaillant le travail réalisé et le nombre de jours affectés à chaque action. Ce rapport devra également préciser les points de blocage, les opportunités rencontrées et les perspectives de l'année suivante.
- le bilan des comptes-rendus des réunions et entretiens réalisés

Le rapport annuel financier sera transmis au plus tard le 30 avril de l'année suivante.

## **Article 8 : MODALITES FINANCIERES**

Afin de permettre à la Chambre d'agriculture de répondre aux objectifs mentionnés à l'article 2, il sera décidé que le montant attribué pour la réalisation du plan d'actions annuel sera fonction du projet de l'année et du budget disponible de la CASA.

Sur cette période de 3 ans, le plan d'actions annuel et le budget alloué seront validés chaque année en Commission Environnement et Bureau Communautaire de la CASA.

## **Article 9 : REGLEMENT DES LITIGES**

La présente convention est soumise au droit français.

A défaut d'accord amiable, les contestations qui s'élèveraient entre les parties au sujet de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention cadre, seront portées devant le tribunal administratif de Nice.

Fait à Sophia Antipolis, le

En triple exemplaire

Le Président de la Chambre d'agriculture

Le Vice-Président de la CASA délégué au  
développement rural et à l'agriculture

**Michel DESSUS**

**Gérald LOMBARDO**

**AR réceptionné - Imprimer**

Date de l'acte : 28/06/2018  
Numéro : CC\_2018\_138  
Nature : DE - Deliberations  
Objet : Convention cadre 2018-2020 avec la Chambre d'agriculture des Alpes-Maritimes  
Matière : 8.8 - Environnement  
**Interlocuteur**  
Nom : CHALIER Vanessa

**Suivi des transactions****Accusé d'envoi**

Identifiant : Zu7qkvF

**Accusé de réception préfecture**

Date de réception : 11/07/2018  
Identifiant : 006-240600585-20180628-CC\_2018\_138-DE

**Acte reçu**

Date : 28/06/2018  
Numéro interne : CC\_2018\_138  
Code nature : 1  
Code matière 1 : 8  
Code matière 2 : 8  
Objet : Convention cadre 2018-2020 avec la Chambre d'agriculture des Alpes-Maritimes  
Classification utilisée : 19/04/2017  
Document : 99\_DE-006-240600585-20180628-CC\_2018\_138-DE-1-1\_1.PDF

**Annexes**

Nombre : 1  
99\_DE-006-240600585-20180628-CC\_2018\_138-DE-1-1\_2.PDF

N